CA1
EA10
90T39
REF

CANADA

TREATY SERIES **1990 No. 39** RECUEIL DES TRAITÉS

EXTRADITION

Treaty of Extradition between CANADA and SPAIN

Madrid, May 31, 1989

In force August 15, 1990

EXTRADITION

Traité d'extradition entre le CANADA et l'ESPAGNE

Madrid, le 31 mai 1989

En vigueur le 15 août 1990

43-259-377(F)

CANADA

TREATY SERIES **1990 No. 39** RECUEIL DES TRAITÉS

EXTRADITION

Treaty of Extradition between CANADA and SPAIN

Madrid, May 31, 1989

In force August 15, 1990

43-259-3477(F)

EXTRADITION

Traité d'extradition entre le CANADA et l'ESPAGNE

Madrid, le 31 mai 1989

En vigueur le 15 août 1990

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

JUN 3 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

QUEEN'S PRINTER FOR CANADA
IMPRIMEUR DE LA REINE POUR LE CANADA
OTTAWA, 1991

Canada and Spain,

DESIRING to make more effective their co-operation in the suppression of crime by concluding a treaty for the extradition of persons charged with or convicted of offences,

REAFFIRMING their respect for each other's legal systems and judicial institutions,

HAVE AGREED as follows:

Le Canada et l'Espagne

SOUHAITANT rendre plus efficace leur coopération dans la lutte contre la criminalité en concluant un Traité d'extradition des personnes poursuivies ou condamnées,

REAFFIRMANT leur respect mutuel pour leurs systèmes de droit et leurs institutions judiciaires,

SONT CONVENUS de ce qui suit:

ARTICLE I

Obligation to Extradite

Each Contracting State agrees to extradite to the other, in accordance with the provisions of this Treaty, any person who is wanted for prosecution or the imposition or enforcement of a sentence in the Requesting State for an extraditable offence.

ARTICLE II

Extraditable Offences

1. For the purpose of this Treaty, extradition shall be granted for conduct which is punishable under the laws of both Contracting States, both at the time of the commission of the offence and at the time of the extradition request, by imprisonment, detention order or other deprivation of liberty, for a maximum period of at least one year or by a more severe penalty. Where the request for extradition relates to a person convicted of such an offence who is wanted for the enforcement of a sentence of imprisonment, detention order or other deprivation of liberty, extradition shall be granted only if a period of at least six months of the penalty remains to be served.

2. For the purpose of this Article, it shall not matter whether the laws of the Contracting States place the acts or omissions constituting the offence within the same category of offence or denominate the offence by the same or similar terminology.

ARTICLE I
Obligation d'extrader

Les Etats contractants conviennent de se livrer réciproquement, conformément aux dispositions du présent Traité, toute personne réclamée dans l'Etat requérant pour fins de poursuite, d'imposition ou d'exécution d'une peine, à l'égard d'une infraction donnant lieu à l'extradition.

ARTICLE II
Infractions donnant lieu à l'extradition

1. Aux fins du présent Traité, l'extradition est accordée pour le ou les faits qui constituent une infraction en vertu des lois de l'un et de l'autre des Etats contractants, à la fois au moment de la perpétration de l'infraction et au moment de la demande d'extradition, et qui sont punissables d'une peine d'emprisonnement, d'une condamnation à la détention, ou de quelque autre peine privative de liberté, d'un maximum d'au moins un an, ou d'une peine plus sévère. Lorsque la demande d'extradition concerne une personne condamnée pour une telle infraction et recherchée pour fins d'exécution d'une peine d'emprisonnement, d'une condamnation à la détention ou de quelque autre peine privative de liberté, l'extradition est accordée uniquement si la portion de la peine qui reste à purger est d'au moins six mois.

2. Aux fins du présent Article, il n'importe pas que les lois des Etats contractants classifient les actes ou omissions constituant l'infraction dans la même catégorie d'infractions ou désignent l'infraction selon la même terminologie ou une terminologie semblable.

3. Aux fins du présent Article, pour établir qu'une infraction est une infraction en vertu des lois de l'un et de l'autre des Etats contractants, l'ensemble des actes ou omissions imputés

3. For the purpose of this Article, in determining whether an offence is an offence against the laws of both Contracting States, the totality of the acts or omissions alleged against the person whose extradition is requested shall be taken into account without reference to the elements of the offence prescribed by the law of the Requesting State.

4. An offence of a fiscal character is an extraditable offence.

5. If the request for extradition relates to a sentence of both imprisonment as provided in paragraph 1 and a pecuniary sanction, the Requested State may also grant extradition for the enforcement of the pecuniary sanction.

6. If the request for extradition relates to a number of offences, each of which is punishable under the laws of both States, but some of which do not meet the other requirements of paragraph 1, the Requested State may also grant extradition for such offences.

ARTICLE III

Mandatory Refusal of Extradition

Extradition shall not be granted in any of the following circumstances:

1. when the offence for which extradition is requested is considered by the Requested State as a political offence. For the purpose of this paragraph, political offence shall not include:

a) the taking or attempted taking of the life of a Head of State or a member of his or her family;

à la personne dont l'extradition est demandée est pris en considération, sans tenir compte des éléments constitutifs de l'infraction prévus par la loi de l'Etat requérant.

4. Une infraction de nature fiscale est une infraction donnant lieu à l'extradition.

5. Si la demande d'extradition porte à la fois sur une peine d'emprisonnement tel que prévu au paragraphe 1 et sur une peine de nature pécuniaire, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour l'exécution de la peine de nature pécuniaire.

6. Si la demande d'extradition porte sur plusieurs infractions, dont chacune est punissable en vertu des lois des deux Etats, mais que certaines ne répondent pas aux autres exigences du paragraphe 1, l'Etat requis peut également accorder l'extradition pour ces dernières infractions.

ARTICLE III
Cas de refus obligatoire d'extradition

L'extradition n'est pas accordée dans les cas suivants:

1. lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est considérée par l'Etat requis comme étant une infraction politique. Aux fins du présent paragraphe, une infraction politique n'inclut pas:

a) l'attentat ou la tentative d'attentat contre la vie d'un chef d'Etat ou d'un membre de sa famille;

b) une infraction pour laquelle chacun des Etats contractants a l'obligation, en vertu d'une convention internationale multilatérale, d'extrader la personne réclamée ou de soumettre son cas à ses autorités compétentes afin de la traduire en justice;

b) an offence for which each Contracting State has the obligation pursuant to a multilateral international agreement to extradite the person sought or to submit the case to its competent authorities for the purpose of prosecution;

c) murder, manslaughter or other culpable homicide, malicious wounding or inflicting grievous bodily harm;

d) an offence involving kidnapping, abducting, or any form of unlawful detention, including taking a hostage;

e) an offence involving the placing or use of automatic firearms, explosives, incendiaries or destructive devices or substances capable of endangering life or of causing grievous bodily harm or substantial property damage; and

f) an attempt or conspiracy to commit, or counselling the commission of any of the foregoing offences, or aiding or abetting a person who commits or attempts to commit such offences;

2. when the offence for which extradition is requested is an offence under military law, which is not an offence under the ordinary criminal law of the Contracting States;

3. when final judgement has been passed in the Requested State in respect of the offence for which the person's extradition is requested; or

4. when the prosecution or the enforcement of the sentence for the offence identified in the request for extradition would be barred by lapse of time or for any other reason under the law of the Requested State.

c) le meurtre, l'homicide involontaire ou tout autre homicide coupable, coups et blessures intentionnels ou voies de fait graves;

d) une infraction comportant un rapt, un enlèvement ou toute autre forme de séquestration illégale, y compris la prise d'otage;

e) une infraction impliquant la mise en place ou l'usage d'armes à feu automatiques, d'explosifs, d'appareils incendiaires ou destructifs ou de substances susceptibles de mettre en danger la vie humaine ou de causer des voies de fait graves ou un dommage matériel important; et

f) une tentative de commettre ou un complot dans le but de commettre toute infraction mentionnée précédemment, le fait d'en conseiller la commission, ou l'aide apportée à la personne qui commet ou tente de commettre ces infractions;

2. lorsque l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée constitue une infraction sous le régime des lois militaires, mais non sous le régime général de droit pénal des Etats contractants;

3. lorsque jugement définitif a été prononcé dans l'Etat requis à l'égard de l'infraction pour laquelle l'extradition de la personne est demandée;

4. lorsque la poursuite ou l'exécution de la peine concernant l'infraction visée par la demande d'extradition est prescrite ou autrement interdite en vertu du droit de l'Etat requis.

ARTICLE IV
Cas de refus facultatif d'extradition

L'extradition peut être refusée dans les cas suivants:

1. lorsque la personne visée par la demande d'extradition est un national de l'Etat requis. La qualité de national est appréciée

ARTICLE IV

Discretionary Refusal of Extradition

Extradition may be refused in any of the following circumstances:

1. when the person whose extradition is requested is a national of the Requested State. Nationality shall be determined as at the time of the request. If the Requested State refuses to extradite a national of that State it shall, at the request of the Requesting State, refer the matter to its competent authorities for prosecution. For this purpose, the files, documents and exhibits relating to the offence shall be transmitted to the Requested State. That State shall inform the Requesting State of the action taken on its request;

2. when the Requested State, while also taking into account the nature of the offence and the interests of the Requesting State, considers that, because of the health or age of the person sought, the extradition would be incompatible with humanitarian considerations;

3. when the person sought is being prosecuted by the Requested State for the offence for which extradition is requested or if the competent authorities of the Requested State have decided, in accordance with the law of that State, not to prosecute or to terminate the prosecution that has been instituted;

4. when the person sought has been convicted by default and the Requesting State does not offer sufficient guarantees that appropriate legal recourse is available to that person;

5. when the offence was committed outside the territory of the Requesting State and the law of the Requested State does not, in corresponding circumstances, provide for the same jurisdiction; or

au moment de la demande. Si l'Etat requis refuse d'extrader un de ses nationaux, il doit, à la demande de l'Etat requérant, soumettre l'affaire à ses autorités compétentes pour le faire traduire en justice. A cette fin, les dossiers, documents et pièces à conviction concernant l'infraction sont transmis à l'Etat requis. Celui-ci informe l'Etat requérant des suites données à sa demande;

2. lorsque l'Etat requis, tenant compte de la nature de l'infraction et des intérêts de l'Etat requérant, estime qu'en raison de la santé ou de l'âge de la personne réclamée, l'extradition irait à l'encontre de considérations d'ordre humanitaire;

3. lorsque la personne réclamée fait l'objet de poursuites par l'Etat requis pour l'infraction à l'égard de laquelle l'extradition est demandée ou si les autorités compétentes de l'Etat requis ont décidé, conformément au droit de cet Etat, de ne pas intenter de poursuites ou ont mis fin à celles déjà engagées;

4. lorsque la personne réclamée a été condamnée par défaut et que l'Etat requérant ne donne pas des garanties suffisantes sur l'existence de recours légaux adéquats pour cette personne;

5. lorsque l'infraction a été commise à l'extérieur du territoire de l'Etat requérant et que le droit de l'Etat requis ne confère pas, dans des circonstances analogues, la même compétence; ou

6. lorsque la personne réclamée a été définitivement acquittée ou reconnue coupable dans un Etat tiers, pour les faits constituant l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, et, dans le cas où la personne réclamée a fait l'objet d'une condamnation, lorsque la peine imposée a été exécutée intégralement ou n'est plus exécutable.

ARTICLE V
Peine capitale

Si le fait à raison duquel l'extradition est demandée est puni de la peine capitale par la loi de l'Etat requérant et

6. when the person sought has been finally acquitted or convicted in a third State for conduct constituting the same offence for which extradition is requested and, if convicted, the sentence imposed has been fully enforced or is no longer enforceable.

ARTICLE V

Capital Punishment

If the offence for which extradition is requested is punishable by death under the law of the Requesting State, and if in respect of such offence the death penalty is not provided for by the law of the Requested State or is not normally carried out, extradition may be refused unless the Requesting State gives such assurances as the Requested State considers sufficient, that the death penalty will not be carried out.

ARTICLE VI

Postponement of Surrender

When the person sought is being proceeded against or is serving a sentence in the Requested State for an offence other than that for which extradition is requested, the Requested State may surrender the person sought or postpone surrender until the conclusion of the proceedings or the service of any sentence that may have been imposed.

que, dans ce cas, cette peine n'est pas prévue par la législation de l'Etat requis, ou n'y est généralement pas exécutée, l'extradition pourra n'être accordée qu'à la condition que l'Etat requérant donne des assurances jugées suffisantes par l'Etat requis que la peine capitale ne sera pas exécutée.

ARTICLE VI
Ajournement de la remise

Lorsque la personne réclamée est poursuivie ou purge une peine dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle pour laquelle l'extradition est demandée, l'Etat requis peut remettre la personne réclamée ou ajourner sa remise jusqu'à la conclusion des poursuites engagées ou jusqu'à ce que soit purgée la peine qui a pu être infligée.

ARTICLE VII
Acheminement de la demande d'extradition

1. Les demandes d'extradition et toutes les pièces justificatives sont, sous réserve du paragraphe 2, transmises par la voie diplomatique.

2. Rien au paragraphe 1 n'interdit la transmission directe des demandes et des pièces entre les Ministères de la Justice des Etats contractants, auquel cas une copie de la demande est transmise par la voie diplomatique.

ARTICLE VIII
Pièces à produire

1. Les pièces suivantes sont produites à l'appui d'une demande d'extradition:

ARTICLE VII

Presentation of a Request for Extradition

1. Requests for extradition and all other documents shall, subject to paragraph 2, be sent through diplomatic channels.

2. Nothing in paragraph 1 excludes the direct transmission of requests and all other documents between the Departments of Justice of the Contracting States, in which case a copy of the request shall be sent through diplomatic channels.

ARTICLE VIII

Documents to be Submitted

1. The following documents shall be submitted in support of a request for extradition:

a) in all cases:

i) information about the description, identity, location and nationality of the person sought;

ii) a statement prepared by a judicial or public official of the conduct constituting the offence for which the extradition is requested, indicating the place and date of the commission of the offence, the nature of the offence and the applicable legal provisions in accordance with Article II paragraph (1). This statement shall also indicate

a) dans tous les cas:

i) des informations sur le signalement, l'identité, la nationalité de la personne réclamée et sur le lieu où elle se trouve;

ii) une déclaration d'un officier de justice ou d'un officier public décrivant les faits constitutifs de l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée, et indiquant le lieu, la date et la nature de l'infraction et les dispositions légales applicables conformément au paragraphe 1 de l'Article 2. Cette déclaration indique également que ces dispositions légales, dont copie est annexée, étaient en vigueur à la fois au moment de la commission de l'infraction et au moment de la demande d'extradition.

b) dans le cas d'une personne poursuivie pour une infraction:

i) l'original ou une copie certifiée conforme du mandat d'arrêt ou de tout acte ayant la même force, délivré dans l'Etat requérant;

ii) dans le cas où le droit de l'Etat requis l'exige, des éléments de preuve qui justifieraient le "renvoi à procès" de la personne réclamée, y compris des preuves établissant son identité;

iii) aux termes de l'alinéa précédent, sont reçus en preuve et font foi de leur contenu les originaux ou copies certifiées conformes des pièces, déclarations, dépositions, minutes, procès-verbaux, rapports, constats, annexes ou tout autre document, qu'ils aient été reçus, recueillis ou obtenus en Espagne ou dans tout autre pays, par une autorité judiciaire

that these legal provisions, a copy of which shall be appended, were in force both at the time of the commission or the offence and at the time of the extradition request.

b) in the case of a person who is accused of an offence:

i) the original or a certified true copy of the order of arrest or of any document having the same force and effect, issued in the Requesting State;

ii) in the event that the law of the Requested State so requires, evidence that would justify committal for trial of the person sought, including evidence to establish identity;

iii) for the purpose of the preceding subparagraph, originals or certified true copies of exhibits, statements, depositions, minutes, reports, appendices or any other document, appearing to have been received, gathered or obtained in Spain or in another country, by a judicial authority or confirmed before a judicial authority, whether taken or affirmed under oath or not, shall be admitted in evidence as proof of the facts contained therein, if a judicial authority of Spain certifies that they were obtained in accordance with Spanish law and that they appear in the judicial file ("actuaciones") on the basis of which the order of arrest or equivalent document was issued.

c) in the case of a person sought for the enforcement of a sentence:

i) the original or a certified copy of the judgement or other document setting out the conviction and sentence to be served;

ou confirmés par une autorité judiciaire, sous serment ou affirmation solennelle ou non, si une autorité judiciaire de l'Espagne certifie qu'ils ont été obtenus conformément au droit espagnol et qu'ils apparaissent au dossier judiciaire ("actuaciones") sur la base duquel a été émis le mandat d'arrêt ou son équivalent.

c) dans le cas d'une personne réclamée pour l'exécution d'une peine:

i) l'original ou une copie certifiée conforme du jugement ou de tout autre document faisant état de la déclaration de culpabilité et indiquant la peine à purger;

ii) si la peine a déjà été purgée en partie, une déclaration d'un officier public indiquant la portion de la peine qui reste à purger.

d) à l'appui d'une demande du Canada relative à une personne reconnue coupable mais dont la peine n'a pas été prononcée, l'original ou une copie certifiée conforme du mandat d'arrêt et d'un document établissant que la personne a été déclarée coupable et qu'une peine doit être prononcée.

e) dans le cas d'une personne condamnée par défaut:

i) l'original ou une copie certifiée conforme du mandat d'arrêt ou tout acte ayant la même force, émis dans l'Etat requérant;

ii) l'original ou une copie certifiée conforme de la décision de condamnation par défaut;

iii) dans le cas où le droit de l'Etat requis l'exige, des éléments de preuve prévus au paragraphe (1)b)(ii)

ii) if a portion of the sentence has already been served, a statement by a public official specifying the portion of the sentence which remains to be served.

d) in support of a request from Canada, relating to a person who has been convicted but has not been sentenced, the original or a certified copy of the order of arrest and the original or a certified copy of a document establishing that the person has been convicted and that a sentence is to be imposed.

e) in the case of a person convicted by default:

i) the original or a certified true copy of the warrant of arrest or of any document having the same force, issued in the Requesting State;

ii) the original or a certified true copy of the conviction by default;

iii) in the event that the law of the Requested State so requires, evidence that would, in accordance with sub-paragraph 1.b(ii) of this Article, justify a committal for trial of the person sought for the offence and evidence establishing the identity of the person sought.

2. All documents submitted in support of a request for extradition and appearing to have been certified or issued by a judicial authority of the Requesting State or made under its authority, shall be admitted in extradition proceedings in the Requested State without having to be taken under oath or solemn affirmation and without proof of the signature or of the official character of the person appearing to have signed them.

du présent Article, qui justifieraient le "renvoi à procès" de la personne réclamée et établissant son identité.

2. Toutes les pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition apparaissant émaner d'une autorité judiciaire de l'Etat requérant ou faites sous son autorité sont admises dans les procédures d'extradition dans l'Etat requis sans qu'elles soient établies sous serment ou affirmation solennelle et sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature ou la qualité du signataire.

3. Il n'est nullement nécessaire d'authentifier ou d'autrement certifier les pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition.

4. Toute traduction des pièces présentées à l'appui d'une demande d'extradition, émanant de l'Etat requérant, est admise à toutes fins dans les procédures d'extradition.

ARTICLE IX
Complément d'information

Si l'Etat requis estime que l'information fournie à l'appui de la demande d'extradition d'une personne est insuffisante en regard des exigences du présent Traité, cet Etat peut demander que soient fournis les compléments d'information nécessaires dans le délai qu'il indique.

ARTICLE X
Arrestation provisoire

1. Dans les cas d'urgence, l'Etat requérant peut demander par écrit, par l'entremise de l'Organisation internationale de

3. No authentication or further certification of documents submitted in support of the request for extradition shall be required.

4. Any translation of documents submitted in support of a request for extradition, provided by the Requesting State, shall be admissible for all purposes in extradition proceedings.

ARTICLE IX

Additional Information

If the Requested State considers that the information furnished in support of the request for the extradition of a person is not sufficient to fulfil the requirements of this Treaty, that State may request that additional information be furnished within such time as it specifies.

ARTICLE X

Provisional Arrest

1. In case of urgency, the Requesting State may apply, in writing, through the International Criminal Police Organisation (INTERPOL) or to the competent authorities of the Requested State for the provisional arrest of the person sought pending the presentatio of the request for extradition.

2. The application for provisional arrest shall give particulars of the final court decision or warrant of arrest, a description of the offence, when and where it was committed and the details of the identity of the person sought, and shall contain a statement that an extradition request will be made subsequently.

police criminelle (INTERPOL) ou aux autorités compétentes de l'Etat requis l'arrestation provisoire de la personne réclamée en attendant l'acheminement de la demande d'extradition.

2. La demande d'arrestation provisoire fournit les détails concernant la décision finale du tribunal ou concernant le mandat d'arrêt, décrit l'infraction, le lieu et la date où elle a été commise, le signalement et l'identité de la personne réclamée, et contient une déclaration à l'effet qu'une demande d'extradition sera acheminée ultérieurement.

3. Sur réception d'une demande d'arrestation provisoire, l'Etat requis prend les mesures nécessaires pour assurer l'arrestation de la personne réclamée et l'Etat requérant est immédiatement informé des résultats de sa demande.

4. La personne provisoirement arrêtée est remise en liberté à l'expiration d'un délai de soixante jours à compter de la date de son arrestation si une demande pour l'extradition de cette personne, appuyée des pièces justificatives mentionnées à l'Article VIII, n'a pas été reçue.

5. La remise en liberté d'une personne aux termes du paragraphe 4 du présent Article n'empêche pas d'intenter ou de continuer des procédures d'extradition à l'égard de la personne réclamée si une demande à cet effet accompagnée des pièces l'appuyant est reçue subséquemment.

ARTICLE XI
Consentement à l'extradition

L'extradition de la personne réclamée peut être accordée conformément aux dispositions du présent Traité sans que les exigences des Articles VII et VIII aient été respectées, pourvu que la personne réclamée consente à ce qu'une ordonnance d'extradition soit prononcée.

3. On receipt of such an application for provisional arrest, the Requested State shall take the necessary steps to secure the arrest of the person sought and the Requesting State shall be promptly notified of the result of its application.

4. A person arrested upon such application shall be released from custody upon the expiration of sixty days from the date of that person's arrest if a request for that person's extradition, supported by the documents specified in Article VIII, has not been received.

5. The release of a person pursuant to paragraph 4 of this Article shall not prevent the institution or continuation of proceedings with a view to extraditing the person sought if the request and the supporting documents are received subsequently.

ARTICLE XI

Consent to Extradition

Extradition of a person sought may be granted pursuant to the provisions of this Treaty, notwithstanding that the requirements of Articles VII and VIII have not been complied with, provided that the person sought consents to an order for extradition being made.

ARTICLE XII

Competing Extradition Requests

1. When requests are received from two or more States for the extradition of the same person, the Requested State shall determine to which of those States the person is to be extradited and shall notify the other Contracting State of its decision.

ARTICLE XII
Concours de demandes d'extradition

1. Si l'extradition de la même personne est demandée par deux Etats ou plus, l'Etat requis décide auquel de ces Etats elle doit être livrée et informe l'autre Etat contractant de sa décision.

2. Pour déterminer à quel Etat la personne doit être livrée, l'Etat requis tient compte de toutes les circonstances pertinentes, notamment:

a) de la gravité relative des infractions, si les demandes portent sur des infractions différentes;

b) de la date et du lieu de perpétration de chaque infraction;

c) des dates respectives des demandes;

d) de la nationalité de la personne;

e) du lieu habituel de résidence de la personne.

ARTICLE XIII
Remise de la personne devant être extradée

1. Dès qu'une décision sur la demande d'extradition a été prise, l'Etat requis en fait part à l'Etat requérant. Tout rejet complet ou partiel de la demande d'extradition doit être motivé.

2. Lorsque l'extradition d'une personne est accordée pour une infraction, cette personne est remise en un lieu du territoire de l'Etat requis convenant aux deux Etats contractants.

3. La personne réclamée est prise en charge par l'Etat requérant dans le territoire de l'Etat requis dans un délai raisonnable

2. In determining to which State a person is to be extradited, the Requested State shall have regard to all relevant circumstances and, in particular, to:

a) the relative seriousness of the offences, if the requests relate to different offences;

b) the time and place of commission of each offence;

c) the respective dates of the requests;

d) the nationality of the person; and

e) the ordinary place of residence of the person.

ARTICLE XIII

Surrender of Person to be Extradited

1. The Requested State shall, as soon as a decision on the request for extradition has been made, communicate that decision to the Requesting State. Reasons shall be given for any complete or partial rejection of an extradition request.

2. When extradition of a person for an offence is granted, the person shall be removed from a point of departure in the territory of the Requested State convenient to both Contracting States.

3. The Requesting State shall remove the person from the territory of the Requested State within such reasonable period as the Requested State specifies. If the person is not removed within that period, the Requested State may refuse to grant extradition for the same offence.

prescrit par ce dernier. Si la personne réclamée n'est pas prise en charge à l'intérieur de la période prescrite, l'Etat requis peut refuser d'accorder l'extradition pour cette même infraction.

4. Si des circonstances indépendantes de sa volonté font qu'un Etat contractant ne peut remettre ou prendre en charge la personne devant être extradée, il en avise l'autre Etat contractant. Les Etats contractants conviennent d'un nouveau délai pour la remise et les dispositions du paragraphe 3 du présent Article s'y appliquent.

ARTICLE XIV
Remise d'objets

1. Dans la mesure où le droit de l'Etat requis le permet et sous réserve des droits des tiers, qui doivent être respectés, tous les objets trouvés dans l'Etat requis et provenant de l'infraction ou pouvant servir d'éléments de preuve sont remis à l'Etat requérant à sa demande, si l'extradition a été accordée ou si la personne réclamée a consenti à l'extradition.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 1 du présent Article, les objets mentionnés ci-dessus sont remis à l'Etat requérant à sa demande, même dans le cas où l'extradition ne peut avoir lieu en raison de la mort ou de l'évasion de la personne réclamée.

3. Lorsque le droit de l'Etat requis ou les droits des tiers l'exigent, tous les objets remis sont restitués sans frais à l'Etat requis, à sa demande.

ARTICLE XV
Règle de la spécialité

La personne qui a été remise ne doit être ni poursuivie, ni jugée, ni détenue, ni soumise à toute restriction de sa liberté

4. If circumstances beyond its control prevent a Contracting State from surrendering or removing the person to be extradited, it shall notify the other State. The Contracting States shall agree upon a new period of time for surrender, and the provisions of paragraph 3 of this Article shall apply.

ARTICLE XIV

Surrender of Property

1. To the extent permitted under the law of the Requested State and subject to the rights of third parties, which shall be duly respected, all property found in the Requested State that has been acquired as a result of the offence or may be required as evidence shall, if the Requesting State so requests, be surrendered if extradition is granted or the person consents to extradition.

2. Subject to the provisions of paragraph 1 of this Article, the above mentioned property shall, if the Requesting State so requests, be surrendered to the Requesting State even if the extradition cannot be carried out owing to the death or escape of the person sought.

3. Where the law of the Requested State or the rights of third parties so require, any articles so surrendered shall be returned to the Requested State free of charge if that State so requests.

ARTICLE XV

Rule of Specialty

A person who has been extradited shall not be proceeded against, sentenced or detained nor be subjected to any other

individuelle, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sauf dans les cas suivants:

a) lorsque l'Etat requis y consent. Une demande de consentement est présentée à cet effet, accompagnée des pièces justificatives ou des informations mentionnées à l'Article VIII; ou

b) lorsqu'ayant eu la possibilité de le faire, cette personne n'a pas quitté dans les quarante-cinq jours qui suivent son élargissement définitif le territoire de l'Etat requérant, ou si elle y est retournée après l'avoir quitté.

ARTICLE XVI
Réextradition vers un Etat tiers

1. Lorsqu'une personne a été remise à l'Etat requérant par l'Etat requis, l'Etat requérant ne peut la remettre à un Etat tiers pour une infraction antérieure à sa remise sauf:

a) lorsque l'Etat requis y consent; ou

b) lorsqu'ayant eu la possibilité de le faire, cette personne n'a pas quitté dans les quarante-cinq jours qui suivent son élargissement définitif le territoire de l'Etat requérant ou si elle y est retournée après l'avoir quitté.

2. Avant d'accorder une demande aux termes du paragraphe (1)a) de cet Article, l'Etat requis peut exiger la présentation des pièces justificatives à l'appui de la demande de l'Etat tiers.

ARTICLE XVII
Transit

1. Dans le cas où un Etat tiers a accordé l'extradition d'une personne à l'un des Etats contractants, ce même Etat contractant

restriction of personal liberty for any acts or omissions committed prior to that person's surrender, other than that for which the person was extradited, except in the following cases:

a) when the Requested State consents. A request for consent shall be accompanied by the documents or information mentioned in Article VIII; or

b) when that person, having had the opportunity to leave the territory of the Requesting State, has not done so within forty-five days of that person's final discharge, or has returned to that territory after leaving it.

ARTICLE XVI

Re-Extradition to a Third State

1. When a person has been surrendered to the Requesting State by the Requested State, the Requesting State shall not surrender that person to any third State for an offence committed before that person's surrender unless:

a) the Requested State consents; or

b) the person, having had the opportunity to leave the territory of the Requesting State, has not done so within forty-five days of that person's final discharge, or has returned to that territory after leaving it.

2. Before acceding to a request pursuant to sub-paragraph (1)(a) of this Article, the Requested State may require the production of the documents in support of the request of the third State.

demande à l'autre Etat contractant l'autorisation de transit pour cette personne, pour toute escale régulière sur le territoire de ce dernier Etat.

2. L'Etat contractant à qui l'on présente la demande de transit peut exiger la transmission des pièces justificatives qu'il juge nécessaire pour prendre une décision quant au transit.

3. L'Etat contractant à qui l'on présente la demande de transit peut refuser d'accorder son autorisation pour tout motif en raison de son droit.

ARTICLE XVIII
Droit applicable

Sauf disposition contraire du présent Traité, les procédures d'arrestation et d'extradition sont régies par le droit de l'Etat requis.

ARTICLE XIX
Langues

Tous les documents produits conformément au présent Traité sont établis ou traduits dans l'une des langues officielles de l'Etat requis.

ARTICLE XX
Entraide judiciaire en matière d'extradition

L'Etat requis convient sur demande, dans la mesure où son droit le lui permet, de recueillir sur son propre territoire au profit de l'Etat requérant la preuve relative à l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée.

ARTICLE XVII

Transit

1. When a third State has granted the extradition of a person to one of the Contracting States, that Contracting State shall seek the transit permission for that person from the other Contracting State in the case of a scheduled stopover in the latter State's territory.

2. The Contracting State requested for transit may require such documents as it considers necessary to make the decision on transit.

3. The Contracting State requested for transit may refuse to give its permission on any grounds provided by its law.

ARTICLE XVIII

Applicable Law

Unless there is provision to the contrary in this Treaty, proceedings relating to arrest and extradition shall be governed by the law of the Requested State.

ARTICLE XIX

Language

All documents submitted in accordance with this Treaty shall be in or translated into an official language of the Requested State.

ARTICLE XXI
Conduite de procédures

1. Dans le cas d'une demande d'extradition présentée par les autorités espagnoles, le procureur général du Canada exerce la conduite des procédures d'extradition.

2. Dans le cas d'une demande d'extradition présentée par les autorités canadiennes, les procédures d'extradition sont conduites conformément au droit espagnol.

3. Rien au présent Article ne porte atteinte aux droits ou obligations des représentants diplomatiques ou consulaires des Etats contractants.

ARTICLE XXII
Frais

1. L'Etat requis prend les mesures nécessaires concernant toutes les procédures découlant d'une demande d'extradition, y compris une poursuite résultant d'un refus d'accorder l'extradition en raison de la nationalité, et en assume les coûts.

2. L'Etat requis assume les frais encourus sur son territoire pour l'arrestation et l'incarcération de la personne dont l'extradition est demandée, jusqu'à ce que cette personne soit remise.

3. L'Etat requérant assume les frais encourus pour le transport de la personne extradée depuis le territoire de l'Etat requis.

ARTICLE XXIII
Entrée en vigueur et dénonciation

1. Le présent Traité entre en vigueur trente jours suivant la date à laquelle chacun des Etats contractants aura notifié à l'autre l'accomplissement des procédures requises à cette fin.

ARTICLE XX

Mutual Legal Assistance in Extradition

The Requested State agrees upon request, to the extent permitted by its law, to gather evidence within its own territory for the Requesting State relating to the offence for which extradition has been requested.

ARTICLE XXI

Conduct of Proceedings

1. In the case of a request for extradition presented by the Spanish authorities, the Attorney General of Canada shall conduct the extradition proceedings.

2. In the case of a request for extradition presented by Canadian authorities, the extradition proceedings shall be conducted in accordance with Spanish law.

3. Nothing in this Article affects the rights or obligations of the diplomatic or consular representatives of the Contracting States.

ARTICLE XXII

Expenses

1. The Requested State shall make all necessary arrangements for and meet the cost of any proceedings arising out of a request

2. Chacun des deux Etats contractants peut à tout moment dénoncer le présent Traité en adressant à l'autre, par écrit, une notification à cette fin, et le présent Traité cesse d'être en vigueur le cent quatre-vingtième jour suivant la date de ladite notification.

3. Sous réserve du paragraphe 5 ci-dessous, dès l'entrée en vigueur du présent Traité, le Traité entre la Grande-Bretagne et l'Espagne concernant l'extradition des criminels fugitifs, signé à Londres le 4 juin 1878, tel qu'amendé par la Déclaration signée à Madrid le 19 février 1889 qui amendait les Articles II et VI du Traité, cessera d'avoir effet entre les Etats contractants.

4. Les extraditions demandées après l'entrée en vigueur du présent Traité sont régies par les dispositions de ce dernier.

5. Les extraditions demandées avant l'entrée en vigueur du présent Traité continuent d'être régies par les dispositions du Traité entre la Grande-Bretagne et l'Espagne signé le 4 juin 1878, tel qu'amendé.

for extradition, including a prosecution as a result of a refusal to grant extradition on the basis of nationality.

2. The Requested State shall bear the expenses incurred in its territory for the arrest and detention of the person whose extradition is requested, until the person is surrendered.

3. The Requesting State shall bear the expenses incurred in conveying the person extradited from the territory of the Requested State.

ARTICLE XXIII

Entry into Force and Termination

1. This Treaty shall enter into force thirty days after the Contracting States have exchanged notifications that the legal requirements for its entry into force have been met.

2. Either Contracting State may terminate this Treaty by notice in writing at any time and it shall cease to be in force on the one hundred and eightieth day after the day on which notice is given.

3. Subject to paragraph 5 below, on entry into force of this Treaty, the Treaty between Great Britain and Spain for the Mutual Surrender of Fugitive Criminals, signed at London on June 4, 1878, as amended by the Declaration signed at Madrid February 19, 1889 amending Articles II and VI of the Treaty, shall cease to have effect between the Contracting States.

4. Extraditions requested after the entry into force of this Treaty shall be governed by its provisions.

5. Extraditions requested prior to the entry into force of this Treaty shall continue to be governed by the provisions of the Treaty between Great Britain and Spain signed on June 4, 1878, as amended.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Treaty.

DONE at Madrid on the thirty-first day of May, nineteen hundred eighty-nine, in the Spanish, English and French languages, each version being equally authentic.

FOR CANADA
Joe Clark

FOR THE KINGDOM OF SPAIN
Francisco Fernandez Ordonez

EN FOI DE QUOI LES SOUSSIGNES, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Traité.

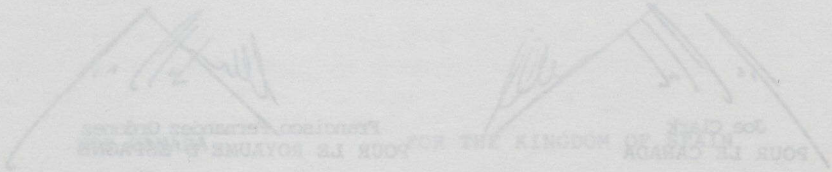
FAIT à Madrid, ce trente et unième jour de mai, en langues espagnole, anglaise et française, les trois textes faisant également foi.

Joe Clark
POUR LE CANADA

Joe Clark

Francisco Fernandez Ordonez
POUR LE ROYAUME D'ESPAGNE

Francisco Fernandez Ordonez



© Minister of Supply and Services Canada 1991

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canada Communication Group — Publishing
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1990/39
ISBN 0-660-56430-0

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Groupe Communication Canada — Édition
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1990/39
ISBN 0-660-56430-0

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01020850 5